

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Europe du Sud-Est

Bulgarie, Chypre, Grèce, Roumanie

Une publication du SER d'Athènes
Edition du 28 septembre 2023

LE CHIFFRE À RETENIR

41

Le nombre d'heures travaillées en moyenne par semaine en Grèce, pays de l'UE avec les semaines de travail les plus longues, suivi par la Pologne (40,4 heures), la Roumanie et la Bulgarie (40,2 heures pour les deux).

Brèves à dimension régionale

La société roumaine Transgaz prend une participation dans un projet de terminal GNL en Grèce, selon la presse.

Mediterranean Gas, une société grecque qui développe le projet Argo de terminal GNL au large de Volos, a demandé à l'organisme de régulation de l'énergie du pays d'approuver l'entrée du Gestionnaire gazier roumain Transgaz dans son capital, avec une participation de 15 %. L'installation flottante de GNL devrait être installée au large du port de Volos, à mi-chemin entre Athènes et Thessalonique. La société grecque a déposé une demande d'autorisation auprès de l'Autorité de régulation de l'énergie, des déchets et de l'eau (RAAEY). L'unité flottante de stockage et de regazéification (FSRU) est envisagée avec une capacité annuelle de 4,6 milliards de mètres cubes. Au cours de la première phase, elle devrait être en mesure de traiter suffisamment de GNL pour trois milliards de mètres cubes. La société prévoit de la mettre en service en 2025.

Avancement du projet de troisième pont sur le Danube.

La Bulgarie et la Roumanie ont soumis à la Commission européenne une proposition d'étude de faisabilité relative à la construction d'un troisième pont sur le Danube entre Roussé et Giurgiu (les deux pays sont déjà connectés par deux ponts : entre Roussé et Giurgiu et entre Vidin et Calafat). Les ministres des Transports bulgare et roumain ont signé une lettre d'engagement confirmant la priorité du projet pour les deux pays. D'après le ministère bulgare des Transports et des communications, la Commission devrait décider début 2024 si le projet sera financé.

Actualités macroéconomiques et financières

Hausse significative des prix des logements au deuxième trimestre

2023. D'après [les données](#) de l'Institut national statistique, au deuxième trimestre 2023, les prix des logements ont augmenté de 10,7 % par rapport au même trimestre de l'année précédente. Les prix ont le plus augmenté à Varna (+20,3 % en g.a.), ville sur la côte de la mer Noire occupant la troisième place en termes de population en Bulgarie. Les prix des logements à Plovdiv, la deuxième plus grande ville, se sont accrus de 17,6 % en g.a. et ceux à Sofia de 8,8 % en g.a. Au deuxième trimestre 2023, les prix des logements ont augmenté de 4,3 % par rapport au trimestre précédent. La plus forte augmentation a été enregistrée dans la ville de Varna (+7,9 %), suivie par les villes de Plovdiv (+6,8 %) et Sofia (+4,9 %). Une baisse par rapport au trimestre précédent a été enregistrée dans les villes de Stara Zagora (-2,2 %) et de Bourgas (-1,1 %).

Secteur bancaire : hausse annuelle des dépôts presque identique à celle des crédits fin août 2023

Selon [les données](#) de la Banque nationale de Bulgarie, les crédits au secteur privé se sont élevés à 44,1 Md€ (46,1 % du PIB) à la fin du mois d'août 2023, soit une augmentation de 10,8 % en g.a. Les crédits aux entreprises non financières se sont établis à 21,8 Md€, en hausse annuelle de 6,1 %, et ceux aux entreprises financières à 3,7 Md€, soit un accroissement de 24,2 % en g.a. Les crédits aux ménages ont augmenté de 14,2 % en g.a. à 18,7 Md€. Les dépôts ont, quant à eux, atteint 62,3 Md€ fin août 2023 (65,2 % du PIB), soit une hausse annuelle de 10,4 %. Les dépôts des entreprises non financières ont augmenté de 11,2 % en g.a. à 21,5 Md€ et ceux des entreprises financières de 13,8 % en g.a. à 2,1 Md€. Les dépôts des ménages se sont élevés à 38,6 Md€, en hausse de 9,8 % en g.a.

Actualités sectorielles

Résultats principaux de l'étude sur l'éducation et la formation des adultes (Adult Education Survey)

D'après [les données préliminaires](#) de l'étude sur l'éducation et la formation des adultes (*Adult Education Survey*) menée dans tous les États membres de l'UE selon une méthodologie uniforme, 18,9 % des personnes âgées de 25 à 64 ans ont participé à au moins une formation non formelle (cours, séminaires) au cours des 12 derniers mois, soit une baisse de 3,6 ppt par rapport à l'enquête précédente de 2016. 2,4 % de la population de ces tranches d'âge (25-64 ans) a participé à une forme d'éducation formelle (écoles, collèges, universités). Les principaux obstacles à l'inclusion de la population dans l'éducation ou la formation sont : le manque de temps libre (36,1 %), le prix trop élevé du programme d'éducation/formation (22,5 %) et des raisons familiales (10,4 %). Au moins une langue étrangère est utilisée par 47,9 % de la population en âge de travailler (25 - 64 ans). 30,4 % parlent anglais, 14,8 % russe, 4,8 % allemand et 1,9 % français.

Projet d'amendement législatif en vue d'arrêter les importations de pétrole russe

Le Parlement a adopté en première lecture, le 21 septembre, [un projet d'amendement](#) à la loi sur les mesures restrictives à l'égard de la Russie suite à son invasion en Ukraine, relatif à l'arrêt anticipé des importations de pétrole russe en Bulgarie (dans un délai d'un mois après l'entrée en vigueur de l'amendement). Pour rappel, le pays bénéficie d'une exemption jusqu'à la fin de 2024 à l'interdiction de ces importations à l'échelle de l'UE. Le projet prévoit également la nomination d'un directeur commercial spécial de l'Etat (proposé par le gouvernement et approuvé par l'AN) au sein de la raffinerie pétrolière Lukoil Neftochim Burgas qui sera contrôlé par

la commission parlementaire pour la politique économique et l'innovation. La [position](#) de la raffinerie, annoncée le jour du vote en première lecture à l'Assemblée nationale, est que la stabilité de l'exploitation de la raffinerie est menacée, le délai d'un mois prévu pour le passage au pétrole non-russe étant irréaliste et vecteur de risques pour le marché des carburants dans le pays. L'amendement législatif doit être adopté en seconde lecture avant d'entrer en vigueur.

Réorientation des fonds européens 2014-2020 prévus pour des projets ferroviaires vers d'autres projets de transport. D'après le [ministre](#) des Transports et des communications, Georgi Gvozdeykov, 250 M BGN (128 M€) dédiés au financement des projets ferroviaires dans le cadre du programme opérationnel (PO) « Transport et infrastructures de transport 2014-2020 » ont été redirigés vers le financement de projets dans d'autres types de transport afin d'éviter une perte de fonds alloués au titre de ce PO. Selon le ministre, les obstacles ayant retardé l'absorption des fonds prévus pour les projets ferroviaires (700 M BGN, soit 358 M€, absorbés en date du 26 septembre 2023) sont d'ordre administratif et législatif et le ministère travaille pour la modernisation de la législation afin d'éviter des problèmes sur la période 2021-2027. Par ailleurs, les fonds prévus pour le secteur ferroviaire dans le cadre du PO « Transport et infrastructures de transport 2021-2027 » s'élèvent à 1,42 Md BGN (726 M€).

Entretien du ministre bulgare de l'Energie avec Secrétaire d'Etat adjoint aux ressources énergétiques des Etats-Unis. Lors d'un entretien entre le ministre bulgare de l'Energie, Roumen Radev, et le Secrétaire d'Etat adjoint aux ressources énergétiques des Etats-Unis, Geoffrey Payatt, [le 26 septembre](#) dans le cadre du dialogue stratégique entre la Bulgarie et les Etats-Unis, les deux parties ont confirmé leur intérêt pour des initiatives conjointes dans le domaine de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, du développement des ENR et des capacités de stockage d'énergie, ainsi que de l'interconnectivité régionale concernant d'approvisionnement en gaz naturel et en électricité.

Chypre

Actualités macroéconomiques et financières

La Banque centrale de Chypre a publié ses projections pour les années 2023-2025. La banque centrale de Chypre a révisé à la baisse ses **projections de croissance du PIB pour 2023** qui devrait atteindre 2,4 % (contre 2,6 % en juin 2023), après une croissance de 5,6 % en 2022. En 2024-25, le PIB devrait croître de 2,7 % (contre 2,8 % prévu en juin 2023) et 3,1 %, respectivement, principalement du fait de la contribution de la demande intérieure. En outre, une contribution significative est attendue des grands investissements privés actuellement en cours, ainsi que des projets visant à soutenir la croissance numérique et verte et d'autres projets de réforme dans le cadre de la mise en œuvre du plan de relance et de résilience. Par rapport aux prévisions de juin 2023, la croissance du PIB en 2023 et 2024 est légèrement revue à la baisse, de 0,2 et 0,1 point de pourcentage respectivement. Ceci est dû, en partie, à l'impact des sanctions de la guerre en cours sur le chiffre d'affaires des services professionnels, couplé à l'impact négatif de l'environnement extérieur fragile sur la performance des services non touristiques.

Le chômage devrait tomber à 6,3 % de la population active en 2023, contre 6,8 % en 2022. La tendance à la baisse devrait se poursuivre en 2024-25, conformément à la croissance attendue du PIB, avec un taux de chômage de 5,9 % en 2024 et de 5,6 % en 2025, se rapprochant ainsi des conditions de plein emploi.

L'inflation (indice des prix à la consommation harmonisé, IPCH) devrait ralentir sensiblement pour atteindre 3,9 % en 2023 (contre 3,3 % dans les prévisions de juin 2023), puis 8,1 % en 2022 (contre 7,7 % dans les prévisions de juin 2023) , en raison de la baisse des prix du pétrole par rapport au niveau élevé enregistré en 2022, du ralentissement des prix des denrées alimentaires, de la normalisation complète des perturbations de la chaîne d'approvisionnement cette année et de l'impact attendu de la politique monétaire unique dans la zone euro. L'inflation sous-jacente, c'est-à-dire hors énergie et alimentation, devrait tomber à 3,7 % en 2023, contre 5 % en 2022. En 2024 et 2025, elle devrait encore diminuer pour atteindre respectivement 2,5 % et 2,4 % (pas de révision par rapport à juin 2023).

Le ministre chypriote fait un état des lieux du système bancaire chypriote. Le ministre des finances chypriote a prononcé un [discours](#) le 26 septembre 2023 dans lequel il fait un état des lieux du système bancaire de l'île. Après avoir salué les « progrès remarquables des dernières années, avec une base de capital et des liquidités solides » et la diminution des prêts non performants, il a déclaré que l'un des principaux défis pour le secteur bancaire est la série de hausses répétées des taux d'intérêt par la Banque centrale européenne, qui a créé une « crise du coût de la vie ». Le ministre a par ailleurs rappelé que le système bancaire de Chypre avait radicalement changé au cours de la dernière décennie et que le gouvernement considérerait que toute acquisition ou fusion était le signe d'un secteur sain qui permettait l'application des règles du libre marché.

La Banque centrale de Chypre a publié les statistiques relatives aux dépôts et aux prêts des Institutions Financières pour le mois d'août 2023. Le total des dépôts en août 2023 a enregistré une diminution nette de 175,5 M€, après une diminution nette de 301,1 M€ en juillet 2023. Le taux de croissance annuel s'est établi à 1,7 %, contre 2,4 % en juillet 2023. L'encours des dépôts a atteint 51,8 Md€ en août 2023. Le total des prêts en août 2023 a enregistré une augmentation nette de 8,5 Md€, après une diminution nette de 100,3 M€ en juillet 2023. Le taux de croissance annuel s'est établi à -0,6 %, contre -1,0 % en juillet 2023. L'encours du total des prêts a atteint 25,0 Md€ en août 2023.

Actualités sectorielles

Baisse du chiffre d'affaires du commerce de gros au cours du 2ème trimestre 2023. [L'indice de la valeur du chiffre d'affaires du commerce de gros a enregistré, au cours du deuxième trimestre 2023, une baisse de 3,8%](#) par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente. A noter que pour ce même trimestre, l'indice de la valeur du chiffre d'affaires de la vente et de la réparation de véhicules automobiles a enregistré une hausse de 19,2% par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente.

Egalité hommes-femmes : Chypre se classe 22^{ème} dans l'UE 106^{ème} sur 146 pays dans le monde. A l'occasion d'une consultation publique, la commissaire chargée de l'égalité entre les hommes et les femmes a présenté les principaux enjeux de l'élaboration d'une nouvelle stratégie nationale pour l'égalité

entre les femmes et les hommes (2024-2026). En particulier, l'objectif est d'intégrer la dimension du genre dans tous les ministères, de cultiver la culture de l'égalité entre les hommes et les femmes et de « passer des paroles aux actes ».

Grèce

Actualités macroéconomiques et financières

Deuxième budget rectificatif : le Gouvernement a déposé au Parlement hellénique le second projet de loi finances rectificative de l'année, destiné à financer la réparation des dommages causés par les catastrophes naturelles qui ont frappé le pays cet été. Il prévoit 600 M€, dont 450 M€ pour le Programme national d'investissement public et 150 M€ pour le budget ordinaire, pour couvrir les premières indemnités, aides de l'Etat et compensations agricoles. Selon les déclarations du Secrétaire d'Etat à l'Economie nationale et aux Finances, M. Thanos Petralias, le coût total des indemnités est évalué à plus d'1 Md€ et est susceptible d'obérer les budgets futurs, précisant que ce montant viendra compléter les ressources fournies par les fonds communautaires (400M€ actuellement) et le PNRR pour le financement des projets de restauration des infrastructures. Pour rappel, le premier budget rectificatif, d'un montant de 700 M€, avait été voté en juillet dernier, afin de couvrir les annonces électorales mises en œuvre cette année, telles que la prolongation du *pass* alimentaire jusqu'à la fin du mois d'octobre, la prime des 150 € pour les jeunes, le nouveau barème des salaires des professeurs, les coûts des soins de santé et le coût des élections des collectivités locales. Additionnellement, la mise en œuvre d'une partie du programme électoral, ainsi que les dépenses extraordinaires liées aux inondations en Thessalie, consacrent la quasi-totalité de l'excédent budgétaire (recettes fiscales) de 1,8 Md€ issu de l'exécution budgétaire des huit premiers mois de l'année (janvier – août).

Les prix des matériaux de construction ont enregistré en août une hausse annuelle de 6,9 %, selon [ELSTAT](#). La hausse touche notamment les matériaux à forte intensité énergétique, soit les briques (14,3%), les radiateurs (11,9%), les tuyaux en plastique (11,9%), les tuyaux en cuivre (8,7%), les tuiles (8,1%), les planchers en bois (7,2%), les fenêtres en aluminium (7%), les fenêtres en bois (6,2%), le ciment (6,2%), les portes intérieures (5,3%). Les prix de l'électricité et de gasoil ont reculé de 6,5% et de 5,4% respectivement.

Au deuxième trimestre 2023, la valeur nominale des prêts gérés par les Sociétés de recouvrement de créances et dont la propriété a été transférée à des sociétés à l'étranger, a atteint 71,164 Md€, en hausse de 0,95% (670 M€) par rapport au trimestre précédent. Plus précisément, Le montant des prêts entrepreneuriaux s'est élevé à 23,921 Md€ (dont des PME à 12,264 Md€) et des indépendants et agriculteurs à 9,581Md€. Les prêts aux particuliers et aux institutions privées sans but lucratif se sont élevés à 37,662 Md€. En particulier, les prêts à la consommation sous gestion ont augmenté de 47 M€ pour atteindre 15,853 Md€ et les prêts fonciers de 207 M€ pour atteindre 21,510 Md€ ([Banque de Grèce](#)).

Une [étude d'Eurostat](#) classe **la Grèce est le pays de l'UE où la semaine de travail est la plus longue (41,0 heures)**, suivie par la Pologne (40,4 heures), la Roumanie et la Bulgarie (40,2 heures pour les deux).

Lancement du projet « Ephyra » pour la production d'hydrogène

vert : la raffinerie grecque Motor Oil Hellas a présenté un système innovant de production d'hydrogène vert pour l'approvisionnement de ses installations de raffinage à Corinthe. Le projet est doté d'un budget de 24,4 M€, dont 17,76 M€ de fonds européens au titre du programme Horizon Europe de l'Union européenne. Il devrait être approuvé en 2024 et commencer à fonctionner en 2026. EPHYRA a pour objectif de démontrer l'intégration d'une installation de production d'hydrogène renouvelable à l'échelle industrielle en utilisant une technologie d'électrolyse améliorée pour une puissance de 30 MW. L'électrolyse à grande échelle sera intégrée aux opérations industrielles de Motor Oil et sera développée autour d'un principe d'économie circulaire et de symbiose industrielle. Le projet est coordonné par Motor Oil avec la participation de 9 partenaires de 7 pays (Italie, France (Enertime), Allemagne, Espagne, France, Pays-Bas, Royaume-Uni, Grèce) et durera 5 ans.

Nouveau Projet d'Interconnexion électrique Grèce-Arabie Saoudite

"Saudi Greek Interconnection" : Selon un [communiqué](#) du Ministère grec de l'Environnement et de l'Energie, le Gestionnaire d'électricité grec IPTO et le Gestionnaire du système d'Arabie Saoudite (National Grid S.A. - Saudi Electricity Company) ont procédé à Athènes à la signature d'un pacte d'actionnaires-(Shareholders Agreement-SHA) pour l'établissement d'une société *ad hoc*, la Saudi Greek Interconnection, qui entreprendra les études de viabilité commerciale de l'interconnexion entre les deux pays. Un paramètre clé de l'étude de faisabilité est le tracé de la nouvelle interconnexion, qui sera également développé par cette société.

Roumanie

Actualités macroéconomiques et financières

La BERD révisé à la baisse sa prévision de croissance pour 2023, à

+1,8 %, soit un recul de **0,7 pp** par rapport à sa précédente anticipation parue en mai 2023. Au second semestre, la banque estime que l'économie roumaine sera pénalisée par la baisse du niveau des stocks et par un potentiel recul des exportations en raison des prix élevés de l'énergie et du ralentissement de la demande extérieure qui pèse sur l'industrie. Par ailleurs, la BERD considère que la situation budgétaire s'est dégradée et que le déficit public pourrait atteindre 7 % du PIB. Enfin, la persistance d'une inflation élevée continuera de peser sur l'activité. En 2024, l'institution prévoit qu'en l'absence de nouveaux chocs majeurs, la croissance pourrait atteindre 3,2 %.

L'activité de crédit aux entreprises et aux ménages a ralenti en août,

avec une progression de **0,1 %** par rapport au mois de juillet, correspondant à un recul de 0,4 % en termes réel. Au cours des 12 derniers mois, l'activité est par ailleurs portée par les crédits en EUR, dont l'encours a progressé de 19,0 % en glissement annuel, alors que les emprunts en RON subissent le renchérissement du crédit consécutif aux hausses successives du taux directeur survenues en 2022. Parallèlement, les dépôts en RON, mieux rémunérés, ont progressé de 17,4 % en un an, au détriment des dépôts en EUR (-3,8 %). Cette politique de resserrement monétaire, destinée à lutter contre l'inflation, fait reculer la masse monétaire en circulation (M1) de 5,5 % en un an.

Le secteur de la construction enregistre une forte croissance en 2023, avec une progression, en volume de **13,1 %** en g.a. sur les 7 premiers mois de l'année. Le secteur a profité du dynamisme des travaux de rénovation (+32,4 %) ainsi que de la croissance du segment des travaux d'ingénierie (+32,8 %), qui profite notamment du lancement récent de nombreux projets d'infrastructures. Cependant, le segment résidentiel est confronté à une baisse d'activité (-5,6 %) depuis le début de l'année en raison du renchérissement des crédits qui a négativement impacté la demande.

Les importations roumaines de gaz naturel ont diminué de 26,4 % sur les 7 premiers mois de l'année, en glissement annuel. Le pays a, d'une part, réduit sa dépendance aux importations en augmentant la production nationale de gaz de 4,6 % au cours de la période. D'autre part, d'importants stocks, soutenus par un hiver clément, ont été constitués en 2022 afin de compenser l'arrêt des approvisionnements russes. Le gouvernement estime qu'à moyen-terme la production domestique de gaz naturel devrait continuer de croître, à l'inverse des importations. Le pays profite également des efforts de sobriété énergétique entrepris dans le contexte des tensions sur les approvisionnements observés au S2 2022.

L'enseigne allemande de textile discount KiK annonce l'ouverture de 30 nouveaux magasins au cours de l'année 2023. Présent sur le marché roumain depuis 2017, KiK exploite 117 magasins dans le pays et souhaite poursuivre son développement sur un marché de consommateurs sensible au signal-prix. Filiale du groupe Tengelmann, l'enseigne emploie 700 personnes dans le pays et souhaite accroître sa couverture géographique, notamment dans les villes moyennes. En 2022, les magasins KiK ont enregistré une croissance de 36 %, avec un chiffre d'affaires de 251,5 M RON (51,0 M€).